

L'opposition pro-européenne en Ukraine redoutait cette visite controversée du président Viktor Ianoukovitch à son homologue russe, Vladimir Poutine. Comme ils l'avaient laissé entendre, les chefs d'Etat ont signé, mardi 17 décembre au Kremlin, un accord destiné à lever les obstacles commerciaux entre les deux pays pour 2013 et 2014. La Russie investira 15 milliards de dollars dans des titres du gouvernement ukrainien et réduira d'un tiers le tarif de ses livraisons de gaz à l'Ukraine. Conformément à ce que les autorités des deux pays avaient affirmé, Moscou et Kiev « n'ont pas discuté de l'Union douanière », que la Russie mène, au côté de la Biélorussie et du Kazakhstan.

Ces mesures confirment ce qu'avaient laissé entendre les autorités russes, notamment la signature d'un accord de prêt à l'Ukraine pour l'aider à surmonter ses difficultés économiques. Kiev cherche en effet une assistance financière pour couvrir un besoin de financement extérieur évalué à 17 milliards de dollars l'année prochaine.

Vladimir Poutine a fait savoir que les 15 milliards de dollars investis ne sont « *liés à aucune condition, ni à une hausse, ni à une baisse, ni au gel des avantages sociaux, des retraites, des bourses ou des dépenses* », une allusion aux conditions imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour l'octroi d'un prêt à Kiev. Le ministre des finances russe, Anton Silouanov, a ensuite précisé que cet argent serait investi en 2013 et en 2014 dans des obligations émises par l'Ukraine, selon les agences de presse russes.

Enjeu crucial entre les deux pays, le rabais sur les tarifs de livraison de gaz naturel russe à l'Ukraine était au cœur des négociations : aujourd'hui facturé 400 dollars (291 euros) environ les 1 000 mètres cubes, il passera à 268,5 dollars (195,5 euros) à compter du mois de janvier. Important pays de transit par lequel passe 60 % du gaz russe vers l'Europe, l'Ukraine est dotée d'une industrie gourmande en gaz (métallurgie, engrais), un marché attrayant pour Gazprom, la compagnie pétrolière publique russe.

Cette dernière veut prendre le contrôle des gazoducs, comme elle l'a fait en Biélorussie et en Arménie, ce qui lui permettrait de maîtriser de facto l'industrie ukrainienne. Gazprom vise aussi l'acquisition des réservoirs de gaz, qui représentent un tiers des capacités de stockage de l'Union européenne.

Source : [LE MONDE](#)